

Dès l'an 2000, la Colombie a importé le modèle des prisons étasuniennes marqué par l'isolement des détenus, la militarisation et la multiplication des privations. Interview

# Le laboratoire carcéral de l'oncle Sam

PROPOS RECUEILLIS PAR  
CHRISTOPHE KOESSLER

**Colombie** ► Elle a passé plusieurs mois de sa vie dans les prisons colombiennes. Non pas comme détenue, mais en tant que chercheuse chargée d'une enquête financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique. Sur le terrain, Julie de Dardel a choisi de concilier son rôle de militante au sein du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP)<sup>1</sup> et celui de chercheuse en sciences sociales.

La Genevoise en a ramené une thèse en géographie défendue à l'université de Neuchâtel, pour laquelle elle a obtenu le prestigieux prix du Swiss Network for International Studies (SNIS). Elle en résume l'essentiel dans un livre paru en novembre dernier, *Exporter la prison américaine, le système carcéral colombien à l'ère du tournant punitif*<sup>2</sup>. Julie de Dardel y raconte comment la Colombie a servi de laboratoire pour les Etats-Unis dans le cadre de son «Plan Colombie», qui visait officiellement à anéantir le trafic de drogue dans ce pays. Un échec selon elle. Explications.

La prison colombienne connaissait une vie sociale foisonnante (en haut, la prison Picota à Bogota). Aujourd'hui, le système carcéral isole les détenus dans un espace déshumanisé (en bas, la prison de Combita dans le département de Boyaca). DR



«Surpopulation, dénuement, corruption et emprise des réseaux délictueux ont continué de plus belle.»

Julie de Dardel

La nouvelle prison américaine s'est implantée en Colombie, de quoi s'agit-il?

**Julie de Dardel:** La politique carcérale des Etats-Unis a connu un tournant punitif étonnant dans les années 1970. Alors que la plupart des spécialistes de la question pénale, y compris les juges et les magistrats, expliquaient que l'incarcération ne permettait pas de réduire la criminalité et prévoyaient son déclin comme instrument de justice, la prison a connu un boom sans précédent aux Etats-Unis. Le nombre des prisonniers a explosé, passant de quelque 380 000 au milieu des années 1970 à 2,3 millions en 2010, avec une proportion sans commune mesure des jeunes Afro-Américains. L'avènement du néolibéralisme a été accompagné par ce basculement dans l'hypertrophie pénale.

Dans le même mouvement, les Etats-Unis ont renoncé aux ambitions de réhabilitation et de resocialisation des délinquants pour se replier sur les dimensions strictement punitives de l'appareil pénal et pénitentiaire. On a procédé à l'isolement des détenus: géographique tout d'abord, avec la construction d'immenses prisons loin des agglomérations et difficiles d'accès; au sein de la prison ensuite, avec une architecture et des règles sécuritaires qui limitent drastiquement les échanges entre les détenus, et entre ces derniers et le personnel pénitentiaire.

**Vous montrez que la sécurité dans les prisons colombiennes s'est améliorée après l'implantation de ce modèle, mais avec une forte déshumanisation des conditions de détention...**

Les morts violentes en prison ont fortement diminué depuis 2001, mais il serait erroné d'en conclure que cette amélioration est principalement due à l'introduction de ce modèle. La violence extrême qui marque la période précédente représentait surtout la continuité dans l'univers carcéral de la guerre des cartels de la drogue et du conflit entre guérillas, paramilitaires et forces de sécurité de l'Etat.

Il était bien sûr nécessaire de réformer le système carcéral miné par la corruption, la terreur et la vétusté des installations. Mais il aurait été possible de le faire en conservant les aspects positifs de la culture carcérale colombienne: la vie communautaire, l'autonomie des prisonniers, voire la co-gouvernance des détenus à l'intérieur des prisons.

Une grande partie du système a au contraire été déshumanisée avec une politique d'isolement drastique, la réduction des échanges avec l'extérieur et du droit de visite, l'imposition d'un uniforme, l'isolement en cellule, la militarisation de la sécurité et la multiplication de privations.

**Un contraste énorme avec la situation antérieure.**

Oui, la prison colombienne connaissait au contraire une vie collective foisonnante. Les familles rendaient visite à leurs proches sur les lieux de vie des détenus, comme des sortes de journées portes ouvertes; les épouses venaient avec les casseroles le dimanche pour cuisiner sur place et restaient presque toute la journée. Désormais, une bonne partie des familles vivent à des centaines de kilomètres de la prison. Des mères

détenues sont ainsi séparées de leurs enfants. La population carcérale a explosé, passant de 30 000 détenus dans les années 1990 à 120 000, essentiellement en raison de la répression accrue de petits délits en lien direct avec la pauvreté.

**Pour vous l'importation du modèle carcéral étasunien a été une faille. Pourquoi?**

Sa première promesse était d'en finir avec la surpopulation carcérale. On a donc construit des prisons à tour de bras, dans des proportions exceptionnelles en comparaison internationale, triplant la capacité d'accueil dans les établissements pénitentiaires.

Mais comme cela s'est produit dans d'autres pays, on a enfermé toujours plus de personnes. Par conséquent, la surpopulation, le dénuement, la corruption, la désocialisation des détenus et l'emprise des réseaux délictueux qui contribuent à maintenir les prisonniers dans la criminalité, ont continué de plus belle, malgré les énormes moyens déployés.

Parallèlement, les détenus les plus puissants – chefs paramilitaires, haut gradés militaires, entrepreneurs véreux, politiciens corrompus – vivent dans un luxe qui paraît irréel et

qui fait régulièrement scandale dans la presse: cellules fastueusement réaménagées, employés domestiques et cuisiniers privés, fêtes avec des groupes de musique très célèbres, etc.

Ceci alors que nombre de simples prisonniers continuent à être soumis à de graves violations des droits humains, tortures, manque d'eau, insalubrité, épidémies, non accès aux soins médicaux, déni de justice, etc.

**Qu'est-ce qui vous a le plus touchée lors de vos enquêtes sur place?**

Les récits de mauvais traitements et de tortures, bien sûr. Mais ce qui m'a frappée, c'est que malgré cette très grande souffrance on perçoit une force de vie incroyable chez les détenus, qui résistent et adoptent toutes sortes de tactiques pour lutter contre la déshumanisation qui leur est infligée. Cacher des livres pour les lire ensemble, bricoler des accessoires de gymnastique, trouver le moyen de rester propre et présentable malgré tout, employer des stratégies élaborées pour communiquer avec les détenus de l'autre sexe et entretenir des romances, etc.

Et aussi se lancer dans des luttes collectives prenant la forme de protestations et de «grèves», qui aboutissent à des

assouplissements des règles de vie. Le système carcéral colombien a été traditionnellement marqué par de fortes mobilisations sociales. La politisation des classes populaires en Colombie a son reflet à l'intérieur des prisons.

**Le Comité de solidarité avec les prisonniers, avec lequel vous collaborez, a obtenu des résultats. Quels sont-ils?**

Cette organisation a aidé des centaines de détenus et a permis de nombreuses condamnations dans des cas de torture et de mauvais traitements dans les prisons. Elle a largement contribué à révéler la brutalité des conditions de détention auprès de l'opinion publique, et exerce une pression effective sur les autorités et le parlement, qui a par exemple abouti à la fermeture d'une prison pour femmes particulièrement inhumaine en 2010.

A la suite de ses démarches juridiques, la Cour constitutionnelle colombienne a par exemple réaffirmé que tout le système pénitentiaire colombien était anticonstitutionnel en raison des violations systématiques des droits humains dans les prisons.

**Après votre enquête en Colombie, vous êtes plus que jamais convaincue que la prison ne fonctionne pas. Pourquoi?**

Le cas colombien démontre une nouvelle fois qu'on ne peut répondre à la surpopulation des prisons par la construction de nouveaux lieux de détention. Il faut une nouvelle politique pénale qui conduit à moins d'incarcérations. Genève doit s'en souvenir, alors que le canton s'apprête à construire une nouvelle prison.

Plus largement, la politique actuelle est en réalité largement irrationnelle, autant en Colombie et aux Etats-Unis qu'en Suisse. La grande majorité des criminologues n'a de cesse de répéter qu'à l'aune de n'importe quel indicateur, la prison n'enraye pas le crime, bien au contraire. Il n'y a aucun lien entre la fréquence du recours à l'incarcération et le taux de criminalité dans une société. Il a été démontré, en revanche, que d'autres mesures sont plus efficaces: la régulation légale des drogues, la prévention, les sanctions alternatives, l'amélioration des aménagements et de l'éclairage publics, etc.

Et au-delà, bien sûr, il faut s'attaquer aux causes de la criminalité, en réduisant les inégalités sociales, en permettant l'accès au travail et en améliorant l'éducation publique par exemple. Il est possible et raisonnable aujourd'hui d'empêcher beaucoup moins. Les pays scandinaves sont sources d'inspiration à cet égard. I

<sup>1</sup> L'action du CSPP est soutenue par l'association genevoise Turpiat, qui mène de front plusieurs projets pour la défense des droits humains et des libertés en Colombie. [www.turpiat.ch](http://www.turpiat.ch)

<sup>2</sup> Editions Alphil, Presses universitaires suisses, 2016, 264 pp.